

En quête de demain



cf CentreFrance

MERCREDI 31 MAI 2023

SUPPLÉMENT GRATUIT
NE PAS JETER SUR LA VOIE PUBLIQUE

LA MONTAGNE

LE POPULAIRE
DU CENTRELE JOURNAL
DU CENTRELE BERRY
RÉPUBLICAINL'YONNE
RÉPUBLICAINLA RÉPUBLIQUE
DU CENTREL'ÉCHO
RÉPUBLICAINl'éveil
DE LA HAUTE-LOIRE

Pénurie d'eau, sécheresses inédites, incendies de forêts géants, canicules à répétition, vagues de chaleur plus intenses, montée des eaux... Les effets du réchauffement climatique sur l'humain et la biodiversité, déjà bien malmenée, se font chaque jour de plus en plus visibles, avec l'urgence d'agir de plus en plus pressante. Agir pour a minima contenir le réchauffement climatique bien en dessous des 2 °C, comme visé par l'accord de Paris adopté en 2015. Agir pour nous adapter dès à présent aux nouvelles conditions climatiques et enrayer l'effondrement de la biodiversité. Mais aussi agir pour renforcer notre tissu social, déjà fragilisé par les tensions économiques, sociales et politiques, et sur lequel repose pourtant notre capacité à faire face aux changements.

Avec En Quête de Demain, nous vous proposons de dépasser la ligne de crête sur laquelle nous avons souvent l'impression de vaciller entre intérêts individuels, marchands, économiques et bien commun, pour mettre la lumière sur les initiatives qui tentent de réconcilier l'humain et la nature ou l'individu et le collectif. Car, oui, d'autres modèles existent, se testent, se développent en permanence sur nos territoires. Qu'il s'agisse de lutter contre l'érosion du littoral ou les îlots de chaleur en remplaçant la nature au cœur de nos aménagements ou de repenser nos façons de produire et de consommer à l'aune des limites planétaires, ou encore de permettre à chacun de contribuer à son échelle.

Ces initiatives, ces nouveaux modèles, portés par des collectivités locales, des entreprises, des citoyens, méritent eux aussi de se faire plus visibles. ■

Illustration : Playground

En quête de demain
un programme Sparknews

ouest
france

Centre Presse

Charente
Libre

LE DAUPHINE

LA VOIX
DU NORDVOSGES
matinle populaire
du centrePresse
Océan

RL

DNA

corse matin

Le Maine
LibreLe Courrier
de l'ouestle journal
du centre

Jhm

Libération

L'union

LE JOURNAL
de Saône-et-Loire

La Provence

Midi Libre

LA PRESSE
DE LA MANCHE

Aisne

Nord
éclairle berry
républicain

Le Télégramme

DL DORDOGNE
LIBRE

LE BIEN PUBLIC

l'Yonne
républicaine

L'ÉCLAIR

La Marseillaise

Centre Presse

L'Ardennais

NORMANDIE

LA DÉPÊCHE

LE PROGRÈS

la montagne

L'EST
républicainSUD
OUEST

La République

L'INDEPENDANT

la Nouvelle
République

L'ALSACE

la république
du centre

l'éveil

Courrier
picardl'écho
républicain

L'Est éclair

Aujourd'hui, plus de 50 titres de la presse régionale s'allient pour révéler les contours d'une France déjà en transition

#EnQueteDeDemain

EN QUÊTE DE DEMAIN

« L'humanité doit, coûte que coûte, décarboner »

Pierre Wadoux
Ouest-France

Depuis plus de quarante ans, le célèbre médecin-explorateur Jean-Louis Étienne parcourt et observe la planète ! Avec Polar Pod, son bateau qui mènera des missions scientifiques en dérive autour de l'Antarctique pendant trois ans, son combat pour la protection de la Terre est on ne peut plus d'actualité... Et son regard affûté.



JEAN-LOUIS ETIENNE. Infatigable défenseur de la planète bleue. PHOTO THIERRY CREUX

Médecin spécialiste de la nutrition, Jean-Louis Étienne est connu comme défenseur de la planète. En 1986, il a notamment été le premier homme à atteindre le pôle Nord en solitaire.

■ **Persévérance, votre nouveau navire associé à la station flottante Polar Pod, vient d'être mis à l'eau au Vietnam. C'est la première étape d'un immense projet d'exploration et d'études en mers australes qui commence...** Oui. *Persévérance* est d'abord un navire qui doit assurer l'avitaillement de la future station d'exploration Polar Pod. Il est à l'eau et, lors d'un premier voyage de 8.000 milles nautiques, a pris la direction de Marseille. Il y embarque du matériel scientifique. Il fera ensuite étape en Bretagne avant de prendre, en septembre, la direction de l'archipel du Spitzberg (au nord de la Norvège). Ce navire a été éco-conçu pour réduire son impact environnemental. Outre les allers et retours réalisés entre le Polar Pod et le continent, *Persévérance* effectuera de nombreux relevés dans les eaux australes. Il proposera aussi des voyages éthiques engagés pour la préservation des écosystèmes. Nous l'avons équipé de huit cabines confortables. Outre nos missions scientifiques, nous devons en assurer le fonctionnement économique. Ces croisières culturelles et scientifiques, complémentaires à la mission Polar Pod, y contribueront.

■ **Persévérance étant désormais à flot, où en est donc la construction de la station internationale Polar Pod ? Quand sera-t-elle opérationnelle ?** J'ai l'habitude de dire que ce Polar Pod est ma cathédrale... Un projet d'expédition un peu fou, digne de Jules Verne. La première tôle du Polar Pod sera découpée à Concarneau en novembre 2023 par le chantier Piriou qui assemblera la nacelle. C'est elle qui accueillera les scientifiques et le matériel de recherche. Une fois achevée, cette nacelle sera transportée jusqu'à Cape-Town (en Afrique du Sud) où sera construite toute l'infrastructure flottante. Les essais en mer de la station se feront là-bas également. Le Polar Pod sera ensuite officiellement livré à l'association Océan polaire (reconnue d'intérêt général), que je préside. L'expédition Polar Pod sera opérationnelle en juin 2025.

■ **En quoi ces recherches en eaux australes sont-elles capitales pour les scientifiques ?** À l'autre bout du monde, cet immense océan de tempêtes est encore méconnu. Il est

pourtant acteur majeur du climat et réserve de la biodiversité marine. Il absorbe 93 % de l'excès de chaleur. Et il est le récepteur de 30 % du gaz carbonique émis par l'homme ! Pour l'étudier de près, il nous fallait ce vaisseau adapté, qui mesurera l'évolution des échanges entre l'atmosphère et l'océan... Le Polar Pod fera l'acquisition de données sur le long terme qui seront transmises aux chercheurs, océanographes, climatologues, biologistes. 43 institutions scientifiques de 12 pays sont impliquées dans ce projet international !

■ **En quarante ans d'exploration, vous n'avez jamais renoncé, jamais rien lâché... Persévérance, serait-ce un nom qui pourrait vous définir ?** Effectivement, il ne doit rien au hasard ! Il est le symbole d'un engagement de longue haleine. Cette persévérance est un moteur. Elle m'invite, à 76 ans, à continuer... L'humanité doit, coûte que coûte, décarboner pour que la situation environnementale ne vire pas au drame. Je reste confiant. Si nous le voulons, les « 30 Glorieuses » sont devant nous...

■ **Face aux menaces sur l'environnement partout sur la planète, au réchauffement climatique irrémédiablement enclenché, quels messages entendez-vous passer, aujourd'hui, aux nouvelles générations ?** La jeunesse a besoin de rêves, de modèles d'audace, d'engagements incitatifs, de croire en ses ambitions... Et quand elle alerte, elle a raison de le faire. Il s'agit aussi, à mon sens, d'être efficace chacun dans sa zone d'influence. À mon niveau, l'expédition Polar Pod permettra d'animer en « temps réel » un grand projet pédagogique international en collaboration avec l'Union internationale de conservation de la nature. Ce projet aura la légitimité du travail de terrain. On peut aujourd'hui, grâce aux technologies numériques, transmettre en direct ce que l'on observe. On le fait déjà via le « PolarPODi-bus » qui fait le tour des académies avec le concours du ministère de l'Éducation nationale. J'ai conscience de l'impact de la vie humaine sur notre climat. Mais, ne sommes-nous pas des mutants surdoués ? Nous avons aussi l'intelligence des solutions et la capacité de les mettre en œuvre. La température monte, notre planète est fiévreuse. Les dégâts engendrés seront à la hauteur de la hausse de cette fièvre. Alors, chacun sur cette planète peut œuvrer à sa mesure, selon ses moyens, être l'investisseur de la solution... Sans fatalisme et dans l'enthousiasme ! ■

DE LA VILLE À LA CAMPAGNE

En 2021, près de 50.000 exploitations agricoles françaises participaient à la production de 20% d'énergie renouvelable (source : Sénat)

Du lagunage à Rochefort

Visionnaire, la commune de Rochefort (Charente-Maritime) a choisi de traiter ses eaux usées en créant une station de lagunage en 1985. Un choix écologique, économique et touristique.

Kharinne Charov

Sud-Ouest



Bienvenue à Rochefort, sa corderie royale, son pont transbordeur et... sa station de lagunage !

Cette ville de 23.500 habitants, en plein marais et au bord de l'estuaire de la Charente, a fait un choix écologique, économique et même touristique pour traiter ses eaux usées. Née en 1985, sa station de lagunage est la plus grande de France.

Un système vertueux

Bien sûr, ce système vertueux devait cocher plusieurs cases : l'espace (ici 35 hectares de plan d'eau) à prix réduit (70 hectares inondables et non constructibles) au sol imperméable (20 mètres d'argile de l'ancien lit du fleuve), avec soleil et vent. La volonté politique a fait le reste.

Alors comment des bassins profonds de 1,20 à 1,40 mètre peuvent-ils épurer chaque jour 5.000 m³ d'eaux usées ? D'abord, on filtre : le dégrillage pour ôter les papiers et les plastiques ; le dégraissage pour remonter les graisses (lessives, savons) et les dévier dans une fosse ; le dessablage pour collecter terre, sable et déchets alimentaires déposés en fond de cuve.

Une véritable chaîne alimentaire

Puis, deux heures dans un décanteur permettent le dépôt de 80 % des matières fécales. En trois semaines dans un digesteur, ces boues seront minéralisées par les bactéries anaérobies et deviendront compost. Le méthane issu de cette fermentation sert de combustible pour produire électricité et chaleur nécessaires au système de traitement.

Dans la première lagune, l'eau décantée s'oxygène au contact de l'air et du vent. Les bactéries aérobies qui apparaissent minéralisent les 20 % de fèces

restantes (1) et produisent des sels minéraux. Tandis que les bactéries pathogènes sont mangées par les UV (2).

Dans la deuxième lagune, l'eau riche en sels minéraux voit naître du phytoplancton qui, grâce au soleil, l'oxygène à nouveau.

Dans la troisième lagune, l'eau riche en microalgues et en oxygène voit apparaître du zooplancton (petits crustacés et insectes). La chaîne alimentaire contribue à épurer l'eau qui sera rejetée au fleuve après avoir traversé les deux dernières lagunes. Il lui aura fallu quatre mois pour atteindre la qualité d'une eau de baignade.

Les plages et l'ostréiculture à l'entour

Une station exemplaire qui a fait école en France et à l'étranger

sont gagnantes comme l'écosystème qui plaît aux oiseaux palmés, et même aux petits échassiers, grâce aux quatrième et cinquième bassins peu profonds, aménagés par la Ligue pour la protection des oiseaux, gestionnaire des lieux.

Cette station exemplaire a fait école en France et à l'étranger. Rochefort a montré la voie d'un équipement écologique, mais aussi économique avec un prix de l'eau qui est un des moins chers du Sud-Ouest, et touristique puisque la station séduit aussi les visiteurs. ■

(1) Elle se dépose au fond, d'où la nécessité, tous les vingt ans, de curer ces boues qui serviront d'engrais agricoles.

(2) Il reste d'infimes concentrations de métaux lourds, de résidus de médicaments et d'œstrogènes des pilules.



un programme
Sparknews

ET SI LES SOLUTIONS ÉTAIENT DANS NOS TERRITOIRES

Aujourd'hui, plus de 50 titres de la presse quotidienne régionale s'allient pour révéler les contours d'une France déjà en transition.

#EnQuêteDeDemain



DE LA VILLE À LA CAMPAGNE

Les 10% les plus riches de la planète sont responsables de près de la moitié des émissions de CO² (source : rapport inégalités mondiales)

Des ruches connectées pour mieux prendre soin des abeilles, sentinelles de l'environnement. Tel est le concept de la société BeeGuard, créée en 2016 à Labège, près de Toulouse (Haute-Garonne). « Le principe, c'est d'utiliser l'abeille comme un bio-indicateur, explique Christian Lubat, son fondateur. Chaque abeille va se nourrir avec de l'eau, du nectar et du pollen, récoltés dans un rayon de 3 km. Elle va entrer et sortir 15 à 20 fois par jour pour butiner et effectuer ainsi des dizaines de milliers de prélèvements dans son environnement. » Environ 5.000 ruches BeeGuard ont été installées en France et en Europe. Dotées de nombreux capteurs, elles mesurent avec précision et en continu la température interne et les variations de poids de la ruche, liées à l'activité de butinage et à la production de miel. « Ces données sont envoyées plusieurs fois par jour en 4G, analysées sur un serveur et sont consultables sur Internet », ajoute Christian Lubat.

Une intelligence artificielle embarquée

Innovation majeure de l'entreprise l'an dernier : le compteur d'abeilles BeeLive. Issu de trois ans de recherche, il équipe déjà une cinquantaine de ruches en France. L'idée est étonnante : installer deux mini-caméras dans la ruche pour enregistrer les entrées et sorties des abeilles. Butinez... vous êtes filmées ! « Grâce à une intelligence artificielle embarquée, on va traiter les images en analyse vidéo et les dénombrer très précisément, avec une marge d'erreur inférieure à 5 % », précise le chef d'entreprise. Et ce, sans les déranger. Une petite révolution qui lui a valu un Award d'Argent au Salon de l'agriculture 2022. Les données sur la population d'abeilles sont croisées à celles d'une petite station météo, elle aussi connectée (vitesse du vent, température extérieure, humidité, pluviométrie).

Mais concrètement, à quoi ça sert ? Les abeilles, dont la fragilité inquiète les experts, sont très sensibles aux pollutions (agricole, urbaine, industrielle). Sans parler des effets du dérèglement climatique... En Europe, le taux de mortalité annuel est très élevé : 30 %. Grâce au compteur BeeLive, on peut comprendre très vite l'impact d'une modification environnementale sur la colonie d'abeilles et donc sur la biodiversité. En clair : détecter des « signaux faibles ».

Des mini-caméras dans la ruche pour enregistrer les entrées et sorties des abeilles

Les ruches BeeGuard peuvent donc servir aux apiculteurs à mieux prendre soin de leurs colonies bien sûr, mais aussi à un public plus large, qui travaille à la transition écologique. Laurent Bourdil, président de l'Association nationale des apiculteurs multiplicateurs de semences oléagineuses (Anamso), expérimente BeeLive depuis deux ans dans son exploitation de 300 ha à Castelnaudary (Aude). « La pollinisation est essentielle au développement des oléagineux et la bonne santé des abeilles joue beaucoup sur les rendements et la qualité des semences. Le compteur BeeLive me permet de mieux connaître l'activité de mes colonies et faire quelques adaptations ».

Exemple : planter davantage de végétaux mellifères tels le sainfoin ou des bandes fleuries. Après analyse, ces données pourraient aussi permettre de déterminer le nombre de colonies nécessaires et les sites où les implanter pour une pollinisation optimale.

Cet innovant compteur BeeLive intéresse aussi la science. Il a été utilisé pour le projet de recherche Econect, lancé en janvier 2020. Mené par six laboratoires, dont l'Université Toulouse III Paul-Sabatier, l'Inrae et le CNRS, il étudie la réaction et l'adaptabilité d'espèces « sentinelles » au stress climatique et aux pollutions humaines. Parmi elles, des escargots aquatiques, des oiseaux et des abeilles donc. La ruche connectée renseigne les chercheurs sur l'activité des insectes, mais aussi sur leurs capacités d'apprentissage et de mémoire. ■

Des abeilles 2.0 dans le Sud-Ouest

BeeGuard, une société toulousaine, propose à ses clients des ruches connectées. Équipées de capteurs de température, de poids et, pour certaines, de caméras, elles permettent de mesurer très précisément l'activité et la mortalité des abeilles. Une innovation qui a également séduit la science.

Clément Gassy
La Dépêche du Midi



INNOVATION. Christian Lubat, fondateur de BeeGuard, présente le compteur BeeLive, une innovation qui a reçu un prix au Salon de l'agriculture 2022. PHOTO CLÉMENT GASSY

PONT-SAINT-MARIE (AUBE). Un cinéma écolo unique en son genre dans le département. Le réseau Utopia a ouvert un complexe cinématographique inédit dans l'agglomération troyenne en décembre dernier. Un cinéma écoresponsable qui propose une programmation de films indépendants dans des salles à taille humaine. Bâtiment zéro déchet à énergie positive, construit dans des matériaux nobles et notamment le bois, toilettes sèches, noue végétalisée... L'ensemble est né grâce à des partenariats locaux où les circuits courts ont été privilégiés. La philosophie ne s'arrête pas là, avec une programmation de films indépendants à la hauteur de l'écran. Utopia, c'est le cinéma tel qu'il a été et tel qu'il devrait être. C'est-à-dire un lieu de vie, un lieu où l'on peut échanger, se rencontrer et rêver aussi. ■

Anne Genevriér
L'Est Eclair

DU PHOTOVOLTAÏQUE AU-DESSUS DES VIGNES

LEUCATE (AUDE). Protéger les vignes en produisant de l'électricité. La coopérative des Vignobles Cap Leucate conduit un projet expérimental avec SunAgri, leader français de l'agrivoltaïsme dynamique. Une parcelle de vigne de 1,5 ha sera bientôt plantée sous des persiennes solaires orientables. L'installation permettra ainsi de protéger la vigne et le raisin de la grêle comme des canicules et sécheresses en lui offrant une ombre profitable. Elle devrait également réduire de 30 % sa consommation en eau. Installés dans l'un des secteurs les plus arides d'Occitanie, ces panneaux produiront alors 1.400 kWh par an, soit l'équivalent de l'électricité nécessaire à 300 foyers. Dans l'avenir, le développement de ce type d'énergie renouvelable pourrait permettre aux agriculteurs de trouver un complément de revenu sans sacrifier de terres cultivables. ■

Pierre Challier
La Dépêche du Midi

COFFEEB BY CAFÉ ROYAL

PUBLICITÉ

La révolution du café engagé : une capsule sans capsule

Avec 100 000 tonnes de déchets générées chaque année dans le monde, les capsules de café sont aujourd'hui un défi environnemental. Pour le relever, CoffeeB by Café Royal innove avec le système à capsule sans capsule : une révolution sans plastique ni aluminium, 100 % compostable.



« Le cycle de vie du café intègre la culture et la torréfaction, le transport et le conditionnement, la machine à café et le traitement des déchets. Chaque étape doit être prise en compte. »

Une entreprise engagée

CoffeeB by Café Royal, c'est la Migros, coopérative suisse experte du café, engagée de longue date dans une démarche écoresponsable. Ses outils ? La sélection des meilleurs grains, des partenariats directs avec de petits producteurs, des cafés certifiés bio et Max Havelaar Fairtrade... ainsi qu'une traçabilité exemplaire dans le cadre du commerce équitable, certifiée par UTZ, l'un des plus importants programmes de développement durable au monde pour le café, le cacao et le thé. C'est sur ce socle de valeurs qu'est née la gamme CoffeeB, forte d'un objectif encore plus ambitieux : réduire les déchets avec une nouvelle norme de consommation écoresponsable. Une

solution exposée par le torréfacteur le 26 mai à Paris lors de « Change Now », le plus grand événement des solutions pour la planète rassemblant 120 pays et 400 intervenants autour de 1 000 actions concrètes.

Des capsules zéro déchet

La solution CoffeeB by Café Royal ? Supprimer la capsule. La fine enveloppe végétale qui la remplace préserve les arômes et la stabilité du café compressé au cœur des boules, tout en étant 100 % compostable à la maison. Les emballages sont fabriqués à partir de fibres moulées pour une conservation longue durée, avant recyclage en bac jaune. Une machine à café complète la solution, économe en énergie, robuste et

durable, constituée de 15 à 34 % de matériaux recyclés, mais aussi recyclable à 74 % grâce à sa fabrication modulaire. Le tout sans compromis sur la qualité du café.

Un café certifié

Selon Rainforest Alliance, plus de 75 % du café vendu en 2019 l'était sans certification ni norme de production durable. Pour Café Royal, à l'inverse, la durabilité sociale, économique et environnementale est une obligation que les certifications incarnent. Elles accompagnent les communautés locales vers une culture pérenne, offrant de meilleurs rendements et de meilleures conditions de travail avec un coût environnemental moins élevé. C'est pourquoi sur les huit références CoffeeB by Café Royal, six sont certifiées Rainforest Alliance et deux sont biologiques, certifiées Fairtrade.

Un cycle de vie compensé

L'impact environnemental de la consommation de café ne se résume ni aux capsules, ni à la culture. Au-delà des innovations et des certifications, Café Royal a donc choisi de compenser à 100 % l'impact de ses activités, de la cerise jusqu'à la tasse, appuyé par une analyse approfondie des impacts à chaque étape du cycle de vie du café. Chaque année, le producteur compense ainsi 49 000 tonnes de CO₂ grâce à des projets de protection du climat certifiés au niveau international. Une initiative récompensée par le label « Gold Standard », le plus haut degré de certification pour des projets de compensation carbone.

3 QUESTIONS QUI COMPTENT POUR UNE TASSE DE CAFÉ PLUS RESPONSABLE

La machine à café à grains est-elle meilleure pour l'environnement ?

Pas si simple. La machine à capsule permet de contrôler le dosage de café par tasse : sa moyenne est de 5 à 6 g, contre 7 à 8 g pour la machine à grains. Or 1 g de moins par tasse, ce sont plusieurs milliers de tonnes annuelles en moins à l'échelle nationale. Une machine à grains est également plus lourde, or il faudrait au moins 2 500 cafés consommés pour amortir chaque kilo de composants.

Le café peut-il être écologique ?

Toute activité humaine a un impact environnemental, mais il est possible de le réduire significativement. Par exemple avec du café certifié, idéalement bio, à dose contrôlée et sans déchets, même si le café le plus écologique reste celui qu'on ne boit pas.

Les capsules aluminium constituent-elles une solution responsable ?

Pas vraiment. Sans recyclage, les solutions en aluminium ont un impact environnemental de 35 à 65 % plus important, or le recyclage reste minoritaire. Les capsules en polypropylène ont le plus faible impact, et les capsules biodégradables à composter sont une alternative intéressante, d'autant qu'elles ne requièrent pas de traitement pour séparer le marc de café.



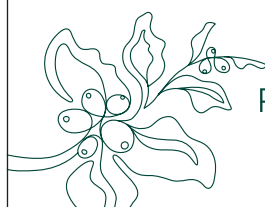
90 %
des foyers consomment du café.

3
3 Français sur 5 en boivent chaque jour.

25 %
seulement des capsules en aluminium sont recyclées.

92 %
des acheteurs sont inquiets de la situation écologique de la planète.

62 %
déclarent vouloir consommer de manière plus responsable.



Plus d'informations sur www.coffeeb.com

coffeeB
BY CAFÉ ROYAL

DE L'INDIVIDU AU COLLECTIF

30,2% de la population vit dans un désert médical en 2022, et 1,6 million de Français renoncent chaque année aux soins, faute d'accès (source : Kantar)

Apprendre à comprendre ses factures, installer des étagères ou des ampoules basse consommation soi-même, fabriquer une marmite norvégienne, faire baisser sa consommation d'énergie ou réparer une fuite dans les toilettes pour limiter le gaspillage d'eau. Chaque semaine, avec le soutien de partenaires comme les Compagnons bâtisseurs, Engie, EDF, le service éco-habitat ou des associations locales, l'Atelier 21 propose des ateliers pratiques, gratuits, en lien direct avec les problématiques rencontrées par les populations. L'association souhaite être au plus près des habitants et leur apporter des solutions concrètes visant à faciliter tous les aspects de la vie quotidienne, tout en sensibilisant aux gestes écoresponsables.

Comme l'avait constaté Sophie Luret, la directrice du Pimms Médiation, de plus en plus de personnes s'adressaient à l'association pour évoquer des factures d'énergie en hausse et difficiles à régler, des logements nécessitant des travaux ou quelques petits aménagements pour les rendre plus confortables.

“ C'est dans notre ADN d'aller dans les quartiers où les gens ne sont pas forcément mobiles ”

Le pari semblait un peu fou, l'Atelier ayant ouvert en pleine crise sanitaire du Covid-19, mais ces rencontres ont rapidement rencontré un vrai succès auprès des habitants du quartier mais aussi de l'agglomération montargoise.

Restait cependant une problématique : les habitants d'un quartier rechignent généralement à se rendre dans un autre quartier, même voisin.

« C'est dans notre ADN d'aller vers les autres, dans les quartiers où les gens ne sont pas forcément mobiles et ne savent pas qu'on existe », commentait Sophie Luret en octobre 2022, annonçant une autre implantation.

C'est donc cette fois-ci un appartement pédagogique qui a été installé à La Chaussée, autre quartier prioritaire de Montargis, voisin du Plateau. Tout simplement baptisé « L'Appart », on y retrouve les mêmes propositions qu'à l'Atelier 21, portées par Christian Monin, coordinateur social, et Mélanie Champaix, animatrice sociale. En théorie, celui-ci devait être éphémère, loué au bailleur social Valloire Habitat pour trois mois seulement. La fréquentation y a été si encourageante que le Pimms Médiation a poussé le bail jusqu'à la fin de l'année 2023 et ouvert les portes de ce logement aménagé comme un vrai à une autre association, Gâtinais en transition.

L'ambition de créer une ressourcerie de compétences

Depuis janvier dernier, celle-ci y installe une fois par mois son Repair'Café, lui aussi totalement gratuit. Les habitants du quartier peuvent pousser la porte et amener leurs objets du quotidien en panne, qu'une équipe de réparateurs bénévoles tente de remettre en marche. Des cafetières, des grille-pain ou des aspirateurs, qui auraient fini à la déchetterie, et qui pourront encore servir, l'un des objectifs de Gâtinais en transition étant la lutte contre l'obsolescence programmée.

A terme, les deux associations entendent s'unir pour aller plus loin et créer une « ressourcerie de compétences », dans laquelle chacun amène ses connaissances et les enseigne à d'autres participants pour pouvoir réparer un plus grand nombre d'objets encore.

Enfin, les habitants de l'agglomération montargoise vont bientôt découvrir un drôle d'engin, au pied de leurs immeubles ou sur leur trottoir : un triporteur, mode de transport parfaitement écologique, permettant de transporter les ateliers et le matériel sur encore plus de sites de cette aire urbaine de quelque 65.000 âmes.

Une autre manière d'aller expliquer ce que sont les éco-gestes et les pratiques bénéfiques à l'environnement aux populations a priori les plus éloignées de ces préoccupations. Mais aussi de cultiver le précieux lien social, lui aussi dans l'ADN du Pimms Médiation. ■

L'Atelier 21 rend la vie plus facile

Si tu ne vas pas à la transition écologique, la transition écologique viendra à toi. C'est la philosophie cultivée à l'Atelier 21, la maison pédagogique mise en place par le Pimms médiation en 2021, dans le quartier prioritaire du Plateau, à Montargis (45). Le choix du lieu est tout sauf innocent.

Pascale Auditeau
La République du Centre



ÉCHANGES. Mardi 11 avril, un atelier tawashi, l'éponge lavable réalisée à partir de chaussettes, était proposé à un groupe d'étudiants du Campus connecté. Pendant ce temps, un autre groupe participait à un Escape game sur le climat. PASCALE AUDITEAU



Je suis maman, pas taxi.

Garantie Taxi Joker

Faire de la prévention, c'est offrir à vos enfants
jusqu'à 5 retours de soirée en taxi.*



* Jusqu'à 5 retours en taxi par an offerts aux conducteurs de moins de 25 ans désignés au contrat Mon Auto, dans l'incapacité de conduire pour un trajet de moins de 50 km du domicile.
AXA France IARD • AXA Assurances IARD Mutuelle • AXA Assistance France. Entreprises régies par le code des assurances. © Benoît Paillé.

SOLUTIONS FONDÉES SUR LA NATURE

Le phénomène des vagues de chaleur a triplé depuis trente ans en France *(source : ADEME)*

SOLUTIONS FONDÉES SUR LA NATURE

D'ici à 2050, la moitié de la population mondiale (52%) vivra dans des zones de stress hydrique *(source : MIT)*

Un champ d'action infini

Pour s'adapter au changement climatique tout en préservant la biodiversité, les solutions fondées sur la nature (SFN) sont mises en avant. En s'appuyant sur les écosystèmes, l'objectif est d'apporter des bénéfices globaux pour la société.

Emma Gouaille
Sud-Ouest

Revégétaliser des espaces artificialisés, restaurer des zones humides pour améliorer la capacité d'infiltration des sols et favoriser la biodiversité, préserver les forêts dunaires pour limiter l'érosion, replanter des forêts pour stocker davantage de carbone... Autant d'exemples de solutions fondées sur la nature (SFN).

Évoquées pour la première fois en 2009 à la Conférence des parties (COP) sur le climat de Copenhague, « ces solutions ont été définies précisément lors du Congrès mondial de la nature à Hawaï en 2016 », explique Nicolas Rodrigues, chargé de mission SFN pour l'Union internationale pour la conservation de la nature (IUCN).

Ce sont des actions qui « protègent et restaurent des écosystèmes naturels » pour « relever, de manière efficace et adaptative, les défis de société » (lutte contre les changements climatiques, gestion des risques naturels, approvisionnement en eau, sécurité alimentaire). Ces actions contribuent à l'amélioration, à la fois, du bien-être des sociétés humaines et de la biodiversité.

Explorer d'abord les solutions offertes par la nature

Vivre en harmonie avec la nature et la préserver, n'est-ce pas évident ? Oui, mais le potentiel de ces solutions est largement inexploité, insiste l'IUCN. Le champ d'action est infini : forêts,

littoraux, villes, agriculture... Plutôt que de chercher des innovations dans la technologie, il faut d'abord explorer les solutions offertes par la nature. « Une digue peut réduire temporairement le risque de submersion ; en revanche, elle a des impacts sur les écosystèmes adjacents. Là où il y a la digue, le trait de côte est préservé, mais plus loin il est souvent encore plus grignoté par la montée des eaux. Son entretien est très coûteux et ce n'est pas favorable pour la biodiversité », explique Nicolas Rodrigues.

En Gironde, la restauration de la conche des Gaillounes à la Teste-de-Buch, où les dunes étaient dégradées, a permis de limiter l'érosion littorale et la mobilité dunaire tout en favorisant l'apparition d'espèces. Les travaux ont consisté en l'écritage et le remodelage des dunes qui ont ensuite été recouvertes de branchages de pins et de genêts. Dans ce cas, il s'agit de restaurer et de gérer durablement l'écosystème.

Pour encourager le recours à ces solutions, l'IUCN publie des retours d'expérience détaillés.

Nicolas Rodrigues mène des recherches sur le sujet. « Nous cherchons des exemples qui entrent dans le cadre des SFN et étudions les résultats. J'interviens dans des journées techniques et ateliers thématiques pour vulgariser le concept. L'objectif est de le diffuser partout dans les politiques, pour qu'on

recourt le plus possible à la nature pour répondre aux enjeux de société au lieu de solutions conventionnelles plus coûteuses et plus impactantes pour les paysages »

Trouver un compromis entre les différents usages de la nature

L'IUCN a aussi développé un outil pour évaluer les différents projets au regard de la définition des SFN. Les huit critères permettent d'éviter qu'elle soit dévoyée dans les pratiques. L'action doit, notamment, être économiquement viable, reposer sur une gouvernance transparente et être adaptative pour être durable.

« L'idée est de produire des outils techniques pour aider les collectivités, les porteurs de projets. Il ne suffit pas de planter des arbres mais de penser à l'impact que la plantation peut avoir sur l'écosystème en lui-même : quel type d'arbre je veux planter, les impacts socio-économiques, est-ce que ça ne va pas nuire à d'autres usages de l'écosystème... L'objectif est de trouver un compromis entre les différents usages de la nature », ajoute Nicolas Rodrigues, qui constate parfois des dérives.

« Par exemple, planter des eucalyptus en monoculture pour créer un puits de carbone et atténuer le changement climatique n'apportera pas forcément de bénéfices pour la biodiversité. Cette plante est potentiellement dangereuse et inflammable. » ■



ENVIRONNEMENT. La zone humide du lac de Saint-Point, milieu typique pour la présence de l'araignée Dolomedes plantarius, espèce recherchée et menacée. PHOTO SÉBASTIEN LAMY (OFFICE FRANÇAIS DE LA BIODIVERSITÉ)



« Il faut convaincre »

Prévenir les risques naturels, préserver l'accès à l'eau potable, tout en favorisant la biodiversité... Tels sont les objectifs des Solutions fondées sur la nature (SFN) qui souffrent encore de défiance et de méconnaissance, constate Freddy Rey, directeur de recherche à l'Inrae (*), à Grenoble, et élu régional.

Propos recueillis par Frédéric Jacq
Le Télégramme

■ **Les SFN peuvent-elles être une réponse efficace contre le changement climatique ?** Oui, la lutte contre le changement climatique et notre adaptation à celui-ci est une sorte de fil rouge derrière le concept de Solutions fondées sur la nature. On compte une liste de huit critères que doivent remplir les projets pour se prévaloir d'être des SFN, afin d'aider les collectivités à bien les cerner. La lutte contre le changement climatique y apparaît systématiquement, avec, notamment, le principe de la séquestration du carbone.

■ **Le développement des SFN souffre-t-il du manque de crédibilité que peuvent lui accorder des décideurs face à des solutions grises, jugées plus efficaces, comme le béton ?** Une certaine confiance dans les SFN est nécessaire. Si on prend l'exemple des digues, l'enjeu est de protéger des biens et des personnes contre des inondations. Et donc, on pense à des ouvrages très rigides qui tiendront face à la puissance des crues. Instinctivement, on va donc construire une digue en béton. Une digue construite uniquement avec du végétal peut-elle offrir la même protection ? La réponse est non. Mais on peut tout à fait envisager une solution mixte, où il s'agit de bien positionner le curseur, par rapport à l'objectif visé. Ainsi, plutôt que de créer une digue en béton, on peut en bâtir une avec des enrochements. Et entre les blocs de pierre, placer de la terre et de la végétation. On va donc pouvoir disposer d'une digue solide sur laquelle faire reposer une trame verte.

■ **Les collectivités locales sont-elles nombreuses à prendre en main ce type de solutions vertes ?** On est en train de mener des projets de recherches pour évaluer cela, en lien avec les Agences de l'eau. Je dirais que le concept SFN apparaît de plus en plus mais souffre encore de méconnaissance. Ou alors des élus se disent : « Voilà encore un terme pour décrire des choses qu'on fait déjà, on ne va pas perdre de temps à savoir si ce sont vraiment des SFN ». On constate néanmoins une forme d'engouement et de mise en application par nos décideurs publics, jusqu'à l'écriture de projets de loi, qui donnent le sentiment que l'on va passer un cap. Dans le Plan Eau présenté par le président de la République récemment figurent 53 mesures. Les SFN apparaissent dans trois d'entre elles, en particulier par le biais de projets de collectivités. Maintenant, il faut mettre le paquet pour que celles-ci se les approprient vraiment. ■

(*) Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement.

L'étang effacé du paysage



Un étang a été effacé du paysage haut-viennois dans le cadre du projet Nature 2050. Trois ans et demi après la fin des travaux, une autre biodiversité s'est installée autour d'une précieuse zone humide, à Bussière-Galant.

Jean-Louis Mercier
Le Populaire du Centre

Une tache bleue de moins, sur les centaines qui renvoient leur reflet à l'observateur survolant le Limousin. L'étang du Mazet, à Bussière-Galant, a été effacé. Ce n'est ni un changement majeur dans le paysage de la Haute-Vienne, « ni une révolution », concède Vincent Pereira, mais « cela peut servir de site pilote ».

Le directeur de la branche Biodiversité de la Caisse des dépôts et consignations, pour la Nouvelle-Aquitaine, a suivi de près cette disparition brutale et accompagné la lente transformation. D'un problème est née une solution.

En décembre 2013, une brèche s'ouvre dans la digue de cet étang de 7.800 m², situé au sein du Parc naturel régional Périgord-Limousin. L'étang se vide. Les travaux de remise en état sont trop importants. L'idée naît d'une restauration

de la zone humide initiale. Presque dix ans plus tard, le crapaud sonneur à ventre jaune s'est installé, une flore aquatique s'est recréée. Même la loutre, exigeante en matière de qualité de l'eau, a laissé des traces de pattes dans la zone humide.

La volonté d'installer un projet agricole

« Un plan d'eau, c'est de l'évaporation, de la perte d'eau, c'est moins intéressant en biodiversité qu'une zone humide », reprend Vincent Pereira.

L'opportunité a donc été saisie de redonner un tracé à ciel ouvert à la rivière qui se noyait dans l'étang.

Le vallon a été restauré dans sa forme initiale, des points d'abreuvement pour les troupeaux ont été créés, ainsi que des mares ; des clôtures de protection ont été posées. Le site, devenu propriété

publique, a été confié par bail à un exploitant qui y fait pâturer ses chevaux.

Car il ne s'agit pas seulement de supprimer un plan d'eau créé dans les années 1970. « Nous avions dès le début la volonté d'installer un projet agricole, détaille Vincent Pereira. Les lieux doivent être entretenus si l'on veut qu'ils restent ouverts. Dans le cas contraire, ils vont se boiser ».

La nature prend son temps pour réinvestir l'espace, mais « la trajectoire écologique du site va dans le bon sens ».

La zone humide ainsi recréée assure ses différents rôles : tampon en période hivernale, soutien d'étiage en période estivale, épuratoire toute l'année. Elle limite l'évaporation et propose un hébergement idéal pour la faune.

Ce ne sont pas le crapaud sonneur et les libellules qui diront le contraire. ■

DU CHAMP À L'ASSIETTE

A l'horizon 2025, les exploitations de plus de 100 hectares représenteront plus d'une exploitation sur 4, contre moins d'une sur 5 en 2010 (source : Inrae)



CHANTIERS. Les bénévoles de l'association Terres en vie organisent régulièrement des chantiers citoyens pour défricher ou planter des haies bocagères (400 mètres cette année). Les derniers en date ont mobilisé jusqu'à cinquante personnes.

La nouvelle vie des friches viticoles

D'un côté : un bassin viticole nantais qui perd du terrain chaque année. De l'autre, des porteurs de projets agricoles en mal de foncier et des circuits courts qui ont besoin de soutien... Terres en vie a trouvé la solution : se réapproprier le territoire en réhabilitant des friches viticoles et en y installant des paysans.

Émilie Weynants
Ouest-France

« **C'**est de la terre à vigne, y'a rien qui poussera ici ! » Ces mots, Émilien Longueville, maraîcher à Maisdon-sur-Sèvre (Loire-Atlantique), les a entendus dans la bouche des « anciens » lorsqu'il s'est installé sur une parcelle de 1,8 hectare réhabilitée par l'association Terres en vie.

Depuis le printemps 2022, il fait pousser « sur un sol équilibré », sableux, argileux et limoneux, juste ce qu'il faut, « son petit maraîchage diversifié ». Une quarantaine de légumes certifiés bio qu'il vend directement sur place, via des Amap (associations pour le maintien d'une agriculture paysanne) voisines, ou en ligne, comme d'autres « paysans du vignoble », du nom de la plateforme qui les regroupe. Dans

les « paniers », on peut aussi glisser les produits du paysan-boulangier (et éleveur d'ovins) Alexis Viaud ou les volailles de chair de Cédric Retours. Eux aussi ont trouvé du foncier grâce à Terres en vie.

Quarante hectares de terres converties en bio restitués

L'association a germé en 2016 autour d'un triptyque qui perdure : « agriculture, alimentation, solidarité ». À l'origine, de multiples constats : les porteurs de projets agricoles ont du mal à trouver du foncier ; les Amap ont du mal à remplir leurs paniers, à trouver des producteurs ; et le vignoble nantais régresse en surface. Alors, en 2017, le mouvement citoyen, fort d'une quinzaine de personnes, s'est structuré autour d'un objectif : réhabiliter les vignobles abandonnés.

Cinq ans plus tard, près de 200 adh-

rents répartis dans huit groupes locaux, cartographient, inventorient les parcelles viticoles, puis les qualifient. L'échelle va de « délaissés agricoles » à « friches viticoles »... « Cela permet de quantifier les travaux et de définir les budgets, glisse Michel Gabillard, membre fondateur de Terres en vie. Les chantiers coûtent entre 100 et 3.000 € l'hectare. Sur certaines parcelles, il y a encore des fils de fer et des piquets, entremêlés par la nature ! »

L'association tente de regrouper des îlots pour ne pas avoir de surface inférieure à deux hectares, puis elles signent un bail avec le ou les propriétaires. « Ensuite, on resème une prairie temporaire, on replante des haies. On remet de la vie... », défend Michel Gabillard. Pendant ce temps, les porteurs de projets mûrissent leurs ambitions, « sans ingérence » de Terres en vie, auprès de la Coopérative

d'installation en agriculture paysanne (Ciap) ou de la chambre d'agriculture. « Notre mission, c'est seulement de sécuriser le foncier. »

En cinq ans, l'association a ainsi restitué quarante hectares de terres converties en bio. Sept porteurs de projets y sont installés. Et quarante hectares sont actuellement en fermage.

« Dans les communes cœur de vigne, telles Vallet, La Chapelle-Heulin, Le Pallet, Maisdon ou Monnières, la surface agricole considérée comme délaissée ou friches représente quelque 1.250 hectares », souligne Michel Gabillard, qui insiste : « La maille moteur, c'est l'échelle communale, voire intercommunale, là où se trouvent les bassins de vie au niveau alimentaire ». ■



■ Epargne citoyenne

C'est le taux de propriétaires qui ont confié leurs parcelles à Terres en vie et qui souhaitent aujourd'hui vendre. L'association s'est alors rapprochée de Terres de liens Pays de la Loire et sa coopérative Passeurs de terres qui mobilise l'épargne citoyenne. « Il y a plus de sécurisation au travers d'une foncière citoyenne que d'un achat individuel », soutient Michel Gabillard.

“ On resème une prairie temporaire, on replante des haies, on remet de la vie... ”



FranceterredeLAIT

NOURRIR AUJOURD'HUI & DEMAIN

En cette Journée Mondiale du Lait, célébrée le 1^{er} Juin et initiée par la FAO*, la filière laitière française met à l'honneur les femmes et les hommes qui font le lait :

« Nous, producteurs de lait, industriels privés et coopératives, distributeurs restaurateurs et fromagers, avons confiance en l'avenir parce que notre mission à tous est de garantir notre souveraineté alimentaire. Notre fierté est de vous proposer tous les jours des produits bons, sains, sûrs et accessibles. Face aux défis économiques, environnementaux et sociétaux, notre démarche France Terre de Lait réaffirme avec force notre engagement au service d'une filière responsable, durable et innovante pour vous nourrir aujourd'hui et demain. »

* Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture



DU CHAMP À L'ASSIETTE

Les rendements agricoles pourraient désormais baisser de 2% tous les dix ans, et ce tout au long du XXI^e siècle (source: ADEME)

C'est un havre de biodiversité qui détonne au milieu des grandes cultures conventionnelles de la plaine de Valence, dans la Drôme. La ferme du Grand Laval s'est donné pour mission de prouver qu'agriculture et nature sont non seulement compatibles mais complémentaires. Depuis un an, elle est étudiée à la loupe par des naturalistes.

Floriane Lionnet
Le Dauphiné Libéré

Un havre drômois pour la biodiversité

Bottes aux pieds, épuisette à la main et jumelles autour du cou, Maxime Zucca arpente les parcelles de la ferme du Grand Laval. Sa mission du jour : repérer, identifier et compter les amphibiens qui ont élu domicile dans les vingt mares que compte cette exploitation agricole pas comme les autres. « Cette nuit, on a vu 22 tritons dans une seule petite mare ! », s'enthousiasme l'écologue.

Alors qu'il étudie depuis un an la biodiversité de ces dix-sept hectares agricoles au cœur de la plaine de Valence, ce Parisien d'origine va de surprise en surprise. « On a déjà recensé 1.530 espèces, c'est aussi riche qu'une réserve naturelle ! »

Il faut dire que, depuis qu'il a repris l'exploitation de son grand-père en 2006, le Drômois Sébastien Blache a bousculé les codes de l'agriculture. Cet ancien ornithologue a fait le pari de concilier le travail de la terre et la biodiversité. Pour cela, il est passé du conventionnel au bio bien sûr, a misé sur la diversification des cultures, recruté brebis et poules pour le désherbage, mais il a surtout créé les conditions du retour d'un maximum d'espèces animales : près de trois kilomètres de haies, des mares, des nichoirs... Et leurs nouveaux occupants le lui rendent bien, en se délectant des ravageurs des cultures.

« On voit bien que ça marche, mais on voulait des arguments solides pour prouver qu'agriculture et biodiversité ne sont pas incompatibles et que, au contraire, elles peuvent se nourrir mutuellement », explique Maxime Zucca. C'est la raison pour laquelle ils ont fondé, avec le philosophe Baptiste Morizot et l'ingénieur agricole Brice Le Maire, l'association



FAUNE ET FLORE. Aidé de Melvynn et de nombreux autres naturalistes, Maxime Zucca recense les espèces animales et végétales de retour sur ce domaine agricole. FABRICE HÉBRARD

Réensauvager la ferme, qui a elle-même lancé « l'exploration du vivant » voilà un an avec le soutien de plusieurs fondations privées.

1.530 espèces végétales et animales déjà identifiées

Ambition : identifier l'ensemble des espèces animales et végétales présentes sur la ferme, et évaluer scientifiquement leur densité.

Pour le premier objectif, Maxime Zucca, coordinateur scientifique du projet, a fait

appel à des spécialistes de toute la France pour compléter ses connaissances et les outils d'identification dont il dispose. « On a déjà reçu environ 80 naturalistes depuis un an, calcule-t-il. C'était un challenge pour nous de les intéresser et, en fait, ça les enthousiasme vachement ! Tous ont vu les ravages de l'agrochimie sur la biodiversité, alors cette expérimentation leur redonne espoir. » Parmi les 1.530 espèces identifiées jusque-là, 1.200 sont des espèces animales, insectes et oiseaux en tête. Par exemple, 35 libel-

lules différentes cohabitent sur quelques hectares, pour ne citer que ces précieux prédateurs d'insectes. « On a observé une cinquantaine d'espèces qui n'avaient jamais été répertoriées dans la Drôme », se réjouit Maxime Zucca, fasciné par la richesse de ce « couloir de migration stratégique ».

Plus on regarde, plus on voit, pourrait-on objecter. Pour éviter cet écueil, l'association respecte également des protocoles scientifiques de comptage, en vue d'effectuer des comparaisons fiables avec d'autres sites. En ce mois de mars, c'est au tour des vers de terre d'être passés à la loupe. Et c'est Melvynn, étudiant en Master 2 expertise faune et flore, qui s'y colle. Sur dix parcelles de la ferme, il effectue six prélèvements identiques de terre et en extrait tous les lombrics, avant de les envoyer à un laboratoire spécialisé en Bretagne. « Sur les parcelles qui étaient en agriculture conventionnelle jusqu'à l'an dernier, je n'ai trouvé que quatre vers sur les six trous. Là (sur une parcelle historique, NDLR), j'en trouve 20 à 30 alors que c'est labouré ! », s'enthousiasme le jeune naturaliste.

« Dès qu'on permet au vivant de revenir, ça va très vite », note Maxime Zucca. Qui espère convaincre, grâce à l'inventaire qui doit encore durer deux ans, un maximum de jeunes agriculteurs de suivre l'exemple. « La ferme du Grand Laval nourrit cinquante habitants par an, on est loin des cultures intensives mais c'est une exploitation rentable qui fournit une alimentation de qualité, défend l'écologue. Les bénéfices compensent largement les concessions ». ■

Des semences plus fortes pour demain

Au Centre de ressources de botanique appliquée, domaine Melchior Philibert à Charly dans le Rhône, on collecte, conserve et expérimente toutes les espèces et variétés de fruits, légumes et céréales possibles, locales comme du bout du monde. L'enjeu : répondre aux enjeux de biodiversité et de changement climatique.

Emilie Charrel
Le Progrès



PLANTATIONS. Adrien Danneyrolles, jardinier arboriculteur au CRBA, responsable des plants pérennes à la ferme Melchior, effeuille un des cerisiers du site. Il fera peut-être partie de la nouvelle vague de variétés locales. EMILIE CHARREL

Les chiffres font peur. Autant que les rapports du Giec... Sur les 6.000 plantes historiquement cultivées, en 2019 l'humanité n'en utilisait plus que 200 pour sa production alimentaire mondiale. Et tel un entonnoir qui ne cesse de s'affiner, parmi ces 200, seules neuf (canne à sucre, maïs, riz, blé, pommes de terre, soja, palmier à huile, betterave à sucre et manioc) en représentent 66 % (*). Voilà le décor planté. Voilà aussi comment la notion de biodiversité prend tout son sens et sa nécessité.

Ici et là, des poches de résistance à cette uniformisation mortifère des semences se sont formées. À Charly, domaine Melchior Philibert, il y en a une : le Centre de ressources de botanique appliquée (CRBA) créé en 2008. « Il y a vingt ans, Stéphane Crozat a mené avec le CNRS une étude sur l'horticulture et les jardins à Lyon. Des milliers de variétés de fleurs, fruits, légumes ont été créées dans le secteur. C'était la deuxième ressource économique de Lyon au XIX^e siècle », résume Sabrina Novak, directrice adjointe du CRBA. L'idée du centre naît. Depuis, la collection s'est agrandie, 4.000 espèces et variétés sont conservées, répertoriées. En 2014, un partenariat est noué avec l'institut Vavilov de Saint-Peters-

bourg. Sa banque de semences est le quatrième fonds mondial, et le plus ancien. Une station, la seule en dehors de la Russie, est ouverte à Charly.

Aujourd'hui, le CRBA déploie tout son savoir-faire. Des expéditions ethnobotaniques sont menées à travers le monde, « on va dans les pays aux amplitudes thermiques fortes, pour trouver des variétés locales robustes comme au Daghestan, en Arménie », détaille Sabrina Novak. La station Vavilov et la ferme Melchior permettent d'expérimenter les différentes espèces et variétés, de mesurer leur résistance à la sécheresse, au gel, à la grêle, aux fortes chaleurs, le tout sans apport chimique. De mesurer, aussi, leurs qualités nutritionnelles.

Et, parce que l'urgence est déjà là, le CRBA, accompagné de la Métropole de Lyon et de mécènes, a ajouté un étage à sa fusée. Une ferme semencière pour fournir les agriculteurs de la métropole et des environs en semences adaptées aux nouvelles conditions climatiques du territoire, sans besoin de les doper chimiquement, et aux bonnes qualités nutritionnelles. Un profil, somme toute, assez logique non ? ■

(*) Source : Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

DU COMMERCE À NOS POUBELLES

79% de l'empreinte carbone du numérique provient de nos équipements (de leur fabrication et de leur utilisation)

À Saint-Bris-le-Vineux, dans l'Yonne, Ulterïa réconcilie l'économie avec les préoccupations sociales et environnementales. Une entreprise, une ferme, un centre de formation et une école connectent quatre activités essentielles à l'humain : travailler, se nourrir, créer du lien et apprendre.

Cécile Carton
L'Yonne Républicaine

Ulterïa à la croisée des chemins



ÉCO-LIEU. Ulterïa, écosystème à Saint-Bris-le-Vineux, dont Alexis Nollet est cofondateur, mêle économie avec Mobil Wood, agroalimentaire avec la ferme d'Ulterïa et la chèvreserie de Claire Genet, centre de formation et école Montessori. PHOTOS LOUIS LAMURE

Les visiteurs viennent de toute la France s'inspirer de l'expérimentation menée sur ce terrain de dix hectares, entre les coteaux de Saint-Bris-le-Vineux dans l'Yonne. « Nous ne sommes pas un modèle, précise pourtant Alexis Nollet, cofondateur d'Ulterïa. Plutôt un lieu de transmission. » Car le projet qui a fleuri entre les vignes est unique. S'y côtoient Mobil Wood, usine d'agencement d'espaces à impact positif ; une fromagerie bio ; un centre de formation ; et dans un futur proche, une école Montessori. L'ensemble forme Ulterïa, dont la toile est tissée sur plusieurs axes : donner du sens au travail au service du bien commun, décloisonner les activités, expérimenter une gouvernance participative, s'ancrer dans la ruralité.

« Notre idée était de créer de la valeur sociale et environnementale, pas seulement pécuniaire », explique Alexis Nollet, cofondateur, qui se réclame de « l'écologie intégrale ». En 2006, lorsqu'avec l'ingénieur Sébastien Becker, ils reprennent Mobil Wood alors installée à Cravant, les deux Lillois n'avaient pourtant qu'à cœur de « faire tourner l'entreprise ». Elle employait une trentaine de salariés et générait deux millions d'euros de chiffre d'affaires.

Très rapidement, l'activité a progressé

grâce à un choix précurseur : « On s'est recentré sur l'agencement de magasins bio. À l'époque, il y en avait 500, aujourd'hui, 4.500. On a accompagné ce développement », relate Alexis Nollet. En moins de dix ans, le chiffre d'affaires atteint dix millions d'euros. Les entrepreneurs achètent deux autres sites, en Bretagne et en Dordogne.

Créer de la valeur sociale et environnementale

Cette réussite leur vaut, en 2015, une proposition de rachat par un groupe américain. Qu'ils refusent. « C'est assez rare de dire non à une belle somme d'argent, dit Alexis Nollet. Mais c'était l'occasion rêvée de tout remettre à plat. En travaillant dans le bio, on a pris vraiment conscience de l'urgence climatique. »

S'entame alors un « cheminement », jusqu'en 2017 et l'achat du terrain à Saint-Bris, pour « matérialiser » cet écosystème

où coexistent économie, social et écologie. « À Cravant, l'usine était à bout de souffle. On savait qu'on devait reconstruire. » La nouvelle a été conçue en « cradle to cradle », pour ne laisser aucun impact, ce qui en fait la première usine recyclable et zéro pollution d'Europe.

« La première source de déchets, c'est le BTP », souligne Alexis Nollet. Mobil Wood a choisi ses matériaux avec une exigence écologique forte et le souci d'un cadre de travail agréable pour sa cinquantaine de salariés. « Le maître-mot, c'est la sobriété heureuse. » Le bâtiment comporte du bois, de grandes ouvertures. Mais aussi des blocs de béton cellulaire, « simplement empilés », ou du métal pour les gaines électriques.

Le chantier a été porté par des artisans locaux. « Ces choix génèrent un surcoût. Mais il faut accepter de penser sur un temps long. Dans trente ou cinquante ans, le bâtiment, passif, rapportera plus

qu'il ne dépense », assure Alexis Nollet.

La même démarche a été menée pour la ferme d'Ulterïa. « On voulait développer, à côté de l'entreprise, une activité en lien avec la nature. » Claire Genet, ingénieure agricole, y élève 180 chèvres et commercialise ses fromages localement, mais aussi à Paris ou Lyon. Toujours pour « ne pas oublier le lien avec la terre », des fruitiers serviront de jardin pédagogique. Car « le plus important », aux yeux d'Alexis Nollet, ce sont « les enfants ». « On a créé une école Montessori, qui prépare les générations futures aux enjeux sociétaux et écologiques. » L'établissement, ouvert en 2018 à Escolives-Sainte-Camille, compte une quarantaine d'élèves. Il a vocation à rejoindre l'éco-campus d'Ulterïa. « On espère que l'école pourra être à Saint-Bris pour 2024. »

Le volet transmission d'Ulterïa passe enfin par la formation. Entre 300 et 500 personnes sont accueillies chaque année, cherchant une expertise en matière de transition écologique. « Par exemple, nous allons sensibiliser 200 personnels de la préfecture de l'Yonne aux enjeux climatiques. » Cette activité est portée par la fondation actionnaire Ulterïa, qui détient 10 % du capital de l'écosystème Ulterïa. ■

“ En travaillant dans le bio, on a pris vraiment conscience de l'urgence climatique ”

DU COMMERCE À NOS POUBELLES

En 2022, 46% des français ont acheté un produit d'occasion sur les douze derniers mois (source : Etude Tripartite)

Lors d'un chantier de déconstruction, les matériaux et équipements démontés n'ont-ils pas d'autre destinée que de terminer à la benne ? À Caen, en Normandie, on est persuadé que si ! Là, le Plateau circulaire récupère des matériaux de construction inutilisés, les remet en état, puis les revend. Mais toujours à proximité.

Marylène Carre
Ouest-France



INITIATIVE. Stéphanie Paly, maître d'œuvre et cofondatrice du Plateau circulaire. M. CARRE

Des matériaux anti-gaspillage

Aujourd'hui, Stéphanie Paly est contrariée. Dans trois jours, elle doit livrer une cuve de 15.000 litres donnée par un garage au Pôle de l'économie sociale et solidaire du Pays de Falaise (Calvados)... Sauf que « la cuve n'a pas de crochets d'arrimage ! », constate le transporteur, au bout du fil. « Le principal problème du réemploi, c'est la logistique... », soupire Stéphanie, cofondatrice du Plateau circulaire de l'agglomération caennaise. L'économie circulaire du réemploi suppose de trouver localement les moyens de « récupérer, stocker et remettre en état ». Stéphanie l'a éprouvé pendant deux ans sur le chantier de la Grande Halle, à Colombelles. Dans le marché de réhabilitation de cette immense halle industrielle, destinée à devenir un tiers-lieu culturel, le maître d'ouvrage avait intégré un lot « réemploi ». Une première. Stéphanie Paly (maître d'œuvre indépendante) y répond. Charge à elle et son associé d'expérimenter et de poser les bases d'une filière du réemploi qui n'existe pas encore en Normandie.

Un entrepôt et deux ateliers

Normandie Aménagement, qui gère beaucoup de chantiers de démolition, leur permet de constituer les premiers stocks. Au final, les sanitaires et les radiateurs de la Grande Halle seront issus du réemploi, ainsi qu'une part de l'isolant, du bois des balcons et du carrelage. Le tout déniché à cinq kilomètres à la ronde !

Ce premier chantier expérimental a permis de tester une méthodologie de travail, qui est aujourd'hui celle du « Plateau circulaire ». « Réaliser un diagnostic en amont pour identifier les ressources disponibles sur un bâtiment. Accompagner et former les entreprises dans la dépose sélective des matériaux. Stocker, remettre à neuf, revaloriser ces matériaux en encourageant les maîtres d'œuvre à intégrer un lot réemploi dans leurs projets. »

Un plateau qui vise uniquement les projets de logements collectifs

Couvé par Katapult (l'incubateur normand de l'économie sociale et solidaire), biberonné par l'Ademe, la Région Normandie et l'État (via le Comité régional de l'économie circulaire), le Plateau circulaire voit le jour fin 2021. Il dispose aujourd'hui d'un entrepôt et de deux ateliers (bois et métallerie) à Grentheville, près de Caen. Depuis, il s'est spécialisé dans trois types de ressources : les radiateurs en fonte, les sanitaires et les blocs portes. Attention, le Plateau ne s'adresse pas aux particuliers, mais vise uniquement les projets de logements collectifs, pour s'approvisionner comme pour revendre. « Afin de massifier le réemploi ». ■

Treebal, éthique et plus responsable

Développée à Rennes, pendant le confinement, Treebal est une application de messagerie instantanée. Ecoconception, cybersécurité, droit à la déconnexion : tout a été repensé...

Christian Veyre
Ouest-France

Nous sommes en 2020, à Rennes. Samuel, Sophie et David sont en plein questionnement. Perte de repères, inquiétudes en l'avenir, vertige philosophique, quête de sens : tout y passe ! Et le confinement fait son œuvre... Sophie est une pro du marketing, David est ingénieur agronome spécialisé dans le marketing digital. Tous deux pratiquent assidûment les réseaux sociaux, mais sans s'y retrouver complètement... Samuel, lui, est issu du monde du numérique et de la cybersécurité. Et comme beaucoup de parents, il est tracassé par le monde qu'il laissera à ses enfants et l'urgence climatique. La pollution numérique et l'« infobésité » l'obsèdent.

À force de s'interroger sur ces questions, les trois amis finissent par partager une envie commune : proposer une messagerie plus responsable. « Le numérique représente aujourd'hui 4 % des émissions de gaz à effet de serre au niveau mondial (source : Ademe). Soit l'empreinte environnementale du trafic aérien. Notre ambition, c'est de remettre la communication au centre du village ». « D'emblée, nous nous sommes focalisés sur la messagerie instantanée, poursuit Samuel. Pour la bonne raison que nous avons tous un smartphone dans notre poche ! Nous voulions également développer une appli simple, peu gourmande en ressources, et qui puisse

s'adapter à tous les terminaux. Même de vieilles générations ! Le tout en respectant la confidentialité des utilisateurs ».

Le nom sera donc Treebal. « Tree » mot anglais pour arbre, et « bal » pour boîte à lettres. L'appli bretonne se positionne donc comme une alternative, à la fois écoresponsable et éthique, aux messageries et réseaux sociaux non européens. Avec une version gratuite pour le grand public et une version payante pour les professionnels (2 € par mois et par utilisateur). Un profil pro et un profil perso. Sans mélange des genres possible. Une dizaine d'entreprises utilisent déjà ses services dans le domaine de l'agroalimentaire, des services, de la santé, de la distribution (Auchan, Super U), mais aussi du transport.

« Aux États-Unis comme en Europe, on se demande si on ne va pas interdire TikTok... Là, on a une appli développée en France, hébergée en Europe, sans algorithme et qui associe cybersécurité et souveraineté ».

Treebal, elle, a fait le choix de la cohérence. Chaque année, l'entreprise reverse 20 % de son chiffre d'affaires pour soutenir des projets environnementaux et des associations comme Planète Urgence ou encore Ecotree. « Treebal est une entreprise à missions. Notre responsabilité, c'est de nous engager et de faire bouger les lignes, de montrer qu'on peut être une solution vertueuse, faite ici... ». ■



ÉQUIPE. Samuel Le Port (deuxième en partant de la droite) avec une partie des huit employés et associés de Treebal, dans leurs bureaux à Rennes. CHRISTIAN VEYRE

L'Oréal SA au capital de 107 093 312,40 € RCS Paris 632 012 100
 Siège social : 14, rue Royale 75008 PARIS
 TVA : FR 10 632 012 10

100%
 de nos sites neutres
 en carbone* d'ici à 2025

Scopes 1&2

FLASHEZ POUR
 DÉCOUVRIR NOS
 ENGAGEMENTS



Photo retouchée

Nous contribuons à la lutte contre le réchauffement climatique.

Depuis 2005, nous avons réduit de 91% les émissions de CO₂ de nos usines et centrales de distribution. Aujourd'hui, 65% de nos sites dans le monde sont neutres en carbone*, et nous avons déjà atteint notre objectif de 100% en Chine et aux Etats-Unis.

L'ORÉAL
 GROUPE

CRÉER LA BEAUTÉ QUI
 FAIT AVANCER LE MONDE



Devenons l'énergie qui change tout.

LA TRANSITION ENERGETIQUE COMMENCE ICI.

Le groupe EDF accompagne chaque territoire dans sa transition écologique avec des solutions adaptées à ses besoins.



Fournisseur officiel
d'électricité renouvelable

En savoir plus sur edf.fr/solutions-collectivites
L'énergie est notre avenir, économisons-la!